

Numéro 38 - 3 juin 2020

Discussion sur les alternatives

Le besoin d'une nouvelle direction pour l'économie



- **La nécessité d'une autorité publique crédible**
- **Augmentez les investissements dans les soins aux aînés et les autres programmes sociaux! Augmentez la valeur de la capacité de travail de la classe ouvrière!**

- K.C. Adams -

Discussion sur les alternatives

La nécessité d'une autorité publique crédible

La pandémie a montré clairement la nécessité de donner une nouvelle direction aux soins pour les aînés et au secteur de la santé en général. Pour cela, la nécessité la plus urgente est de créer une autorité publique crédible.

1. Une autorité publique crédible est nécessaire pour que le peuple participe à la définition de la direction de l'économie. À l'ère moderne, pour être crédible, légitime et responsable, l'autorité publique doit avoir un lien direct avec la classe ouvrière. Le fait d'avoir un lien direct avec les producteurs réels a à voir avec l'importante question de qui décide de la direction de l'économie. Dans les secteurs des soins aux aînés, de la santé en général et de l'éducation, une nouvelle forme est nécessaire pour diriger ces secteurs et leurs entreprises publiques.

Il faut une autorité publique dont les membres sont élus par les travailleurs de la santé, les aînés et les personnes soucieuses de leur bien-être. Une telle organisation serait une victoire issue de la mobilisation des travailleurs et de l'activation du facteur humain/conscience sociale.

Les travailleurs directement engagés dans les secteurs de la santé et de l'éducation, par exemple, doivent disposer de formes et de mécanismes pour discuter, échanger des points de vue et décider de la direction de ces secteurs et du fonctionnement des entreprises publiques qu'ils contrôlent ainsi que de leurs rapports avec les autres entreprises, les autres secteurs et la société, et l'économie dans leur ensemble.

De nouveaux mécanismes doivent être créés par lesquels l'autorité publique est chargée de la responsabilité sociale de la direction du secteur, de ses entreprises et de ses budgets publics. Les responsables nommés par le peuple détermineront le montant des investissements supplémentaires nécessaires pour élever le niveau des soins et veilleront au respect en tout temps des règles et règlements qui régissent la prestation des soins et les conditions de travail. Toutes les discussions, toutes les décisions et tous les rapports de l'autorité publique doivent être entièrement ouverts et transparents et diffusés à la télévision, accessibles sur Internet et publiés sous forme écrite.



2. Il faut créer des entreprises publiques de soins aux aînés qui assurent un niveau élevé et uniforme de soins pour tous les aînés, notamment ceux qui vivent dans des centres de soins de longue durée ou qui reçoivent des soins à domicile. Il doit être interdit à quiconque reçoit des fonds publics de tirer des profits privés de la prestation des soins de santé en général et des soins aux aînés en particulier. Il faut également créer des entreprises pharmaceutiques publiques et d'autres entreprises de fournitures médicales publiques ou transformer les entreprises qui reposent sur la recherche du profit en entreprises publiques si elles souhaitent continuer de vendre leurs biens et services au secteur public. Toute la valeur ajoutée provenant de la production des entreprises publiques du secteur des soins de santé et des soins aux aînés doit être réinvestie dans l'amélioration des soins de santé en général.

3. Les établissements d'enseignement publics devraient former les travailleurs du secteur des soins aux aînés pour tous les aspects et au plus haut niveau de connaissance, d'expérience pratique et d'expertise disponible. Tous ceux qui souhaitent travailler dans ce secteur devraient recevoir un enseignement gratuit et une allocation de subsistance pour suivre des cours de préparation au travail de soins aux personnes âgées. Ces établissements d'enseignement devraient être chargés de recueillir des informations auprès des travailleurs du secteur et par des études scientifiques pour établir le plus haut niveau de soins pour les personnes dans le besoin. Cela est particulièrement important pour ce qui est du déclin cognitif chez les aînés et la manière de le combattre.

4. La rémunération et les conditions de travail des travailleurs des soins aux aînés doivent être au plus haut niveau, sans exception. La rémunération et les conditions de travail devraient être fixées et contrôlées par les syndicats et les collectifs de travailleurs de la santé, en concertation avec l'autorité publique, en s'assurant qu'elles ne tombent jamais en dessous de ce qui est considéré comme une norme canadienne.

5. Les médecins de famille, au besoin, prescrivent pour les personnes âgées, ou même pour des

personnes plus jeunes, une évaluation du niveau de soins nécessaires et déterminent si elles doivent être admises dans un centre de soins de longue durée ou recevoir des soins à domicile. Un collectif de professionnels et d'autres travailleurs du secteur des soins de longue durée devrait être chargé de l'évaluation et du placement des patients. Ce collectif devrait avoir comme objectif de réduire le temps qu'un patient doit attendre pour une évaluation et un placement. Ce collectif pourrait utiliser ses propres informations et celles des autres acteurs du secteur sur les besoins du secteur en lits supplémentaires et autres ressources, y compris les bâtiments et les fournitures.



6. La valeur produite dans le secteur de la santé, y compris les soins aux personnes âgées, devrait être entièrement comptabilisée et réalisée (payée) dans l'économie au sens large et dans ses entreprises. Le prix de production des soins aux personnes âgées et des soins de santé en général devrait être déterminé par une formule moderne. Le prix de production des soins de santé, y compris les soins aux personnes âgées, pour produire des travailleurs en santé et prendre soin d'eux à la retraite, doit être réalisé (payé) au prorata par les entreprises publiques et privées de l'économie dépassant une certaine taille. Le paiement des soins de santé devrait être versé directement aux entreprises publiques de soins de santé établies sous l'autorité publique élue par les travailleurs de la santé et d'autres intervenants et non pas décrétée par un budget gouvernemental. Les budgets des différentes entreprises publiques et des sous-secteurs de la santé doivent être fixés par les travailleurs

eux-mêmes et leurs collectifs; ils doivent être vérifiés au moyen de discussions publiques et par l'autorité publique élue par les travailleurs de la santé et des autres secteurs. L'argent reçu devrait être versé aux entreprises publiques par l'autorité provinciale de la santé et non par les gouvernements fédéral, provinciaux ou québécois.

7. Les règles et règlements qui régissent le secteur des soins de santé et des soins aux aînés ainsi que les conditions de travail doivent être fixés dans le cadre d'un débat public et être adoptés par l'autorité publique élue et les collectifs de travailleurs de la santé et des autres secteurs. Les entreprises publiques doivent être pleinement responsables du respect des règles et règlements approuvés concernant les soins aux aînés et les conditions de travail et doivent faire preuve de transparence en signalant toutes les violations et en indiquant tous les recours requis. Toutes les entreprises publiques du secteur des soins de santé et des soins aux aînés doivent publier des rapports publics annuels qui détaillent leurs opérations, leurs plans et leurs besoins pour l'année à venir et dans un avenir prévisible, notamment l'augmentation des investissements.



8. L'augmentation nécessaire des investissements dans les programmes sociaux devrait être déterminée par les travailleurs eux-mêmes et leur autorité publique dans tous les différents secteurs, surtout celui des soins aux aînés. Les travailleurs de chaque secteur, leur autorité publique élue et les syndicats devraient avoir la responsabilité de déterminer la somme de l'investissement supplémentaire nécessaire, c'est-à-dire en plus du réinvestissement de la valeur réalisée par le secteur même.

Tous les fonds nécessaires à l'augmentation des investissements, en plus de ce que le secteur et les sous-secteurs reçoivent en paiement direct des autres entreprises pour la réalisation de leur valeur ajoutée, doivent être empruntés à une banque publique et non à des sources privées. La garantie de remboursement du prêt pour l'augmentation des investissements vient de l'augmentation potentielle de la valeur réalisée de l'expansion du service. Tout prêt doit provenir d'une banque publique comme la Banque du Canada ou d'autres banques publiques nouvellement créées et non de sources privées. La question des banques publiques doit également être à l'ordre du jour de la discussion pour donner une autre direction à l'économie.

**Augmentez les investissements dans les soins aux
aînés et les autres programmes sociaux!
Augmentez la valeur de la capacité de travail de la
classe ouvrière!**

- K.C. Adams -



La crise des centres de soins de longue durée a mis en évidence le manque d'investissement dans les programmes sociaux nécessaires pour assurer le bien-être des personnes âgées. Cette situation désastreuse exige des investissements accrus dans les programmes sociaux destinés aux personnes âgées, mais aussi dans la santé en général et en éducation. L'objectif est de garantir le droit de tous et de toutes aux soins et aux programmes sociaux dont ils ont besoin à toutes les étapes de la vie, y compris pendant l'enfance avant d'entrer sur le marché du travail et pendant la vieillesse.

L'investissement dans les soins aux aînés est lié à la valeur de la capacité de travail sous l'impérialisme et à la réclamation que la classe ouvrière est en droit de faire à la valeur qu'elle produit, en particulier la valeur sociale reproduite. L'oligarchie impérialiste prive la classe ouvrière de sa revendication légitime sur la valeur sociale reproduite, car cette revendication est en

contradiction avec l'expropriation de la valeur nouvelle en tant que profit privé.



L'amélioration de la vie des retraités signifie que la valeur économique de la capacité de travail de la classe ouvrière dans son ensemble augmente. L'amélioration de la qualité de vie à la retraite augmente la réclamation de la classe ouvrière à la valeur qu'elle produit, ce qui réduit la quantité de valeur nouvelle que l'oligarchie impérialiste peut exproprier.

L'oligarchie impérialiste s'oppose à toute amélioration de la valeur économique de la capacité de travail de la classe ouvrière qui n'est pas nécessaire à l'économie impérialiste. Les oligarques cherchent à réduire tous les programmes sociaux qui n'améliorent pas l'employabilité de la classe ouvrière et trouvent les moyens d'établir ceux qui l'améliorent, comme l'éducation, mais de manière à ne pas réduire la valeur ajoutée qu'ils exproprient comme profit privé ou à ne pas nuire à leur économie de guerre.

Les impérialistes sont confrontés à un dilemme. Ils ont besoin de travailleurs instruits et en santé, mais toute amélioration sur ce front signifie une augmentation de la valeur de leur capacité de travail. La manière de résoudre ce dilemme a été une des raisons de l'apparition des programmes sociaux publics et semi-publics.

Les oligarques impérialistes dans leur ensemble ont créé une éducation et des services de santé semi-publics comme moyens de se soustraire au fardeau de les payer tout en mettant à leur disposition des travailleurs instruits et en santé. Cela ne signifie pas que ceux qui travaillent dans l'enseignement et les services de santé publics et semi-publics ne produisent pas autant de valeur nouvelle que s'ils travaillaient dans des entreprises complètement privatisées de même niveau. Les programmes sociaux publics et semi-publics présentent deux avantages pour les oligarques dans leur ensemble : ils n'ont pas à payer le plein prix de production pour éduquer et soigner les travailleurs car le financement provient de taxes dont les plus grandes entreprises paient très peu, et ils n'ont pas à réaliser (acheter) directement une valeur augmentée de la capacité de travail, car elle est réduite par l'équivalent de la valeur ajoutée que les programmes sociaux publics n'exproprient pas.

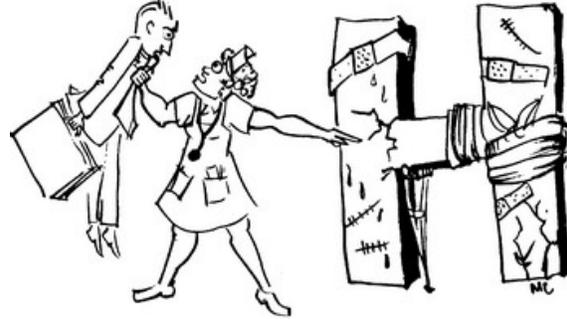
Les travailleurs de la plupart des programmes sociaux employés dans des entreprises publiques et semi-publiques produisent une énorme valeur nouvelle dont ils revendiquent une partie en tant que valeur reproduite. Les salaires représentent la partie individuelle de la valeur reproduite et les programmes sociaux la partie sociale. La classe ouvrière revendique la valeur reproduite individuelle et sociale comme sa part de la valeur nouvelle qu'elle produit tandis que ceux qui achètent sa capacité de travail exproprient le reste en tant que valeur ajoutée ou profit. Le problème avec les programmes sociaux publics est que la valeur ajoutée ou le profit n'est pas directement exproprié, mais transféré indirectement aux impérialistes qui achètent la capacité de travail de travailleurs instruits et en santé, du moins en partie.

Les entreprises publiques et les entreprises semi-publiques

L'oligarchie impérialiste dans son ensemble ne paie pas le plein prix de la production pour ce que les travailleurs produisent dans les entreprises publiques et semi-publiques. Elle se soustrait à cette responsabilité économique en se cachant derrière les impôts généraux comme forme de revenu nécessaire pour financer la plupart des programmes sociaux. Les travailleurs et les petites et moyennes entreprises paient la majeure partie des impôts qui servent à réaliser la valeur des entreprises publiques et semi-publiques tandis que les grandes entreprises évitent généralement de

payer quoi que ce soit.

En ne payant pas directement le plein prix de la production de ce que les travailleurs publics produisent et en évitant en grande partie de payer des impôts, l'élite impérialiste au pouvoir et ses entreprises privées mondiales exproprient indirectement la partie ajoutée de la valeur nouvelle produite par les travailleurs publics par le biais des programmes sociaux et des entreprises publiques et semi-publiques.



Cette valeur ajoutée existe sous la forme de la capacité de travail de travailleurs instruits et en santé ou sous la forme d'infrastructures fixes bon marché telles que les ponts, les routes, les transports en commun, etc. et comme valeur circulante produite socialement comme l'électricité ou les services postaux, que les oligarques achètent à des « tarifs industriels préférentiels ».

Les oligarques impérialistes reçoivent la pleine valeur de la valeur produite socialement des infrastructures publiques et des programmes sociaux et la valeur augmentée de la capacité de travail des travailleurs qu'ils emploient, mais ne paient pas entièrement le prix de production des infrastructures ni la portion socialement produite de la capacité de travail de la classe ouvrière. La différence entre le prix de production et ce que les impérialistes et leurs entreprises paient, qu'ils devraient payer, est expropriée en tant que profit privé indirect.

L'expropriation de la valeur ajoutée des programmes de soins des aînés

Les travailleurs des programmes sociaux publics de soins aux aînés produisent une valeur nouvelle qui comprend la valeur reproduite qu'ils réclament comme salaires, avantages sociaux et programmes sociaux, et la valeur ajoutée que les oligarques exproprient indirectement en tant que profit. Les centres de soins de longue durée publics et sans but lucratif transmettent une grande partie de la valeur ajoutée que les travailleurs produisent à l'économie générale où les entreprises publiques et privées l'exproprient sous forme de profit indirect. Cela se produit indirectement parce que les entreprises publiques et privées ne paient pas directement le prix de la production résultant du temps de travail consacré aux soins aux aînés. La valeur sociale reproduite des soins aux aînés fait partie de la valeur globale de la capacité de travail de la classe ouvrière. Dans le rapport social entre la classe ouvrière et la classe non ouvrière qui achète sa capacité de travail, la classe ouvrière est disponible pour travailler et la classe non ouvrière est censée payer la pleine valeur individuelle et sociale de la capacité de travail des travailleurs, qui comprend les soins aux aînés.

La privatisation des programmes sociaux

Lorsqu'un programme social est privatisé, comme c'est le cas de nombreux établissements de soins de longue durée et des entreprises de soins à domicile, le propriétaire individuel du service privatisé exproprie en tant que valeur ajoutée ou profit privé une partie de la valeur nouvelle produite par les travailleurs. Cela signifie que le plein prix de production du programme social privatisé doit être réalisé ailleurs. Le gouvernement en paie généralement la majeure partie et les aînés et leur famille paient le reste sous forme de frais d'utilisation.

La privatisation des programmes sociaux a pour effet de réduire indirectement la quantité de valeur ajoutée ou le profit que l'oligarchie impérialiste dans son ensemble exproprie des programmes sociaux, ou du moins les oligarques qui ne profitent pas directement des programmes sociaux privatisés. Elle augmente également le prix de production si le niveau des programmes

sociaux est maintenu parce qu'avant, le gouvernement ne payait pas la valeur ajoutée qui est maintenant expropriée par le propriétaire privé. Le montant total du prix de production doit être payé directement aux propriétaires des programmes sociaux privatisés, et c'est le gouvernement qui paie. Le fait que le plein prix de production des programmes sociaux privatisés doit être payé a pour effet de concentrer la valeur ajoutée expropriée entre quelques mains tout en privant le reste des oligarques impérialistes de leur accès indirect à une partie de la valeur.

Les oligarques en contrôle, qui ne profitent pas directement des programmes sociaux privatisés, acceptent la privatisation parce que les impérialistes qui ont pénétré dans les programmes sociaux sont extrêmement puissants et ils peuvent aussi imposer une réduction de la valeur des programmes sociaux privatisés pour réduire le montant de valeur reproduite sociale que la classe ouvrière peut revendiquer. Selon les nombreux rapports récents sur la gravité de la situation dans de nombreux établissements de soins de longue durée et dans le secteur des soins à domicile, le niveau de soins a été considérablement réduit. Une situation similaire existe dans l'enseignement public qui connaît une baisse de la qualité due à l'augmentation de la taille des classes et à d'autres problèmes.

Face à cette situation, l'oligarchie impérialiste peut demander, et demande en effet, l'élimination de la privatisation comme option pour revenir à la prestation publique ou semi-publique de programmes sociaux. Jusqu'à présent dans le monde impérialiste, y compris au Canada, la classe ouvrière n'est pas intervenue avec force avec ses propres vues et perspectives, mais a été amenée à discuter uniquement des options que les oligarques au pouvoir ont présentées concernant la direction des programmes sociaux. C'est une situation que la classe ouvrière organisée doit changer.



En Colombie-Britannique, presque tout l'argent pour financer les établissements de soins de longue durée et les soins à domicile privatisés provient du gouvernement. Les propriétaires individuels des services privatisés, par le biais de leurs entreprises privées, exproprient directement la valeur ajoutée de la valeur nouvelle produite par leurs travailleurs. Avec la privatisation de ces établissements de soins de longue durée et la privatisation des soins à domicile, contrairement à la situation précédente où ces entreprises étaient des entreprises publiques, soit le niveau de service doit baisser, soit le gouvernement doit maintenant payer plus pour les services, car les propriétaires individuels exproprient la valeur ajoutée directement. Si le service est maintenu au même niveau et que les propriétaires individuels exproprient directement la valeur ajoutée en tant que profit privé, cela signifie que le prix de production du service est payé principalement par le gouvernement et qu'aucune partie de la valeur ajoutée que les travailleurs produisent ne revient aux oligarques impérialistes qui ne sont pas directement engagés dans la dispensation des programmes sociaux privatisés.

Si le programme social privatisé reste au même niveau de service, cela signifie que le gouvernement paie plus, car le prix de production total doit être payé parce que le propriétaire individuel du service privatisé exproprie son profit. En fait, cela laisse moins de fonds publics disponibles pour les autres programmes tout en faisant pression sur le gouvernement pour qu'il augmente les impôts.

En revanche, un établissement de soins de longue durée ou un service de soins à domicile appartenant à l'État n'exproprie pas directement la valeur ajoutée. Au même niveau de service, le prix payé par le gouvernement est inférieur et la valeur ajoutée du service se retrouve dans

l'économie générale, principalement en tant que valeur de la capacité de travail de la classe ouvrière qui n'est pas payée. Ce phénomène explique en partie pourquoi les oligarques impérialistes ont créé l'éducation, les services de santé et d'autres programmes sociaux publics et semi-publics en premier lieu. Ils avaient besoin de travailleurs plus instruits et en meilleure santé et les programmes sociaux publics semblaient être la meilleure option pour le faire à une échelle de masse.

Cependant, les forces productives se développent et changent, par exemple avec l'introduction des ordinateurs et de l'Internet, et la tendance au parasitisme et à la putréfaction est omniprésente, s'emparant d'une partie toujours plus grande de l'économie impérialiste. De nouveaux et puissants cartels impérialistes, qui apparaissent comme des fonds mondiaux, parcourent le monde à la recherche de secteurs où investir, tels que les programmes sociaux et les infrastructures publiques. En outre, de nouveaux cartels mondiaux possédant une immense richesse sociale - tels que Microsoft, Sodexo, Aramark et Compass - ont directement envahi les entreprises publiques et semi-publiques, et même les prisons aux États-Unis. Les monopoles de la gestion des déchets et d'autres monopoles impérialistes verts se sont développés pour contester la prestation publique de programmes sociaux, tels que la cueillette des déchets dans les villes, et veulent exproprier la valeur ajoutée que les travailleurs du secteur des services sociaux produisent. Ils ne veulent pas que cette valeur soit accaparée par le collectif des impérialistes et leurs entreprises qui, jusque-là, ont profité indirectement des programmes sociaux et de cette production de la capacité de travail de la classe ouvrière pour laquelle ils n'ont pas payé. Les impérialistes qui privatisent les programmes sociaux et les infrastructures veulent que les gouvernements leur paient le plein prix de production des programmes sociaux privatisés, même si cela signifie des hausses d'impôts ou une baisse des sommes disponibles pour les autres programmes - à moins que les investissements dans les programmes sociaux ne soient réduits, ce qui en fait s'est produit. Cependant, les services privatisés sont confrontés à une opposition des autres membres de l'oligarchie impérialiste qui souhaitent que les programmes sociaux soient organisés différemment afin de pouvoir exproprier le produit social indirectement et également étouffer tout soulèvement de la classe ouvrière.

Le Bureau provincial de défense des aînés de la Colombie-Britannique, dans un rapport intitulé *A Billion Reasons to Care* portant sur le fonctionnement des centres de soins de longue durée a constaté qu'en général le niveau de soins diminue avec la privatisation si le financement est maintenu au même niveau. Pour ramener le niveau des services privatisés à ce qu'il était avant la privatisation, il faut davantage de financement public. Cet argent doit provenir de la valeur nouvelle globale produite par la classe ouvrière, généralement sous forme de nouveaux impôts pour les travailleurs et les petites et moyennes entreprises ou d'emprunts publics auprès de prêteurs privés, qui sont devenus une source lucrative de profit garanti.

Cependant, l'augmentation du financement des programmes sociaux privatisés signifie généralement que plus de valeur ajoutée est expropriée par les entreprises qui les dispensent en tant que profit privé et qu'aucune partie de la valeur ajoutée n'est accaparée indirectement par l'oligarchie impérialiste dans son ensemble. Cela peut également se traduire par une dégradation du niveau général de santé et d'éducation et de l'employabilité de la classe ouvrière. Le Canada et les États-Unis ont en grande partie pallié à ce problème avec l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants instruits sur le marché du travail, volés aux pays en développement.



Quoi qu'il en soit, un différend existe au sein de l'élite dirigeante sur la privatisation des services

publics. Une partie s'y oppose car cela signifie que le profit des programmes sociaux va à des propriétaires particuliers des services plutôt qu'à l'oligarchie impérialiste dans son ensemble. De manière générale, la classe ouvrière est spectatrice de ce débat, appelée à être pour ou contre la privatisation des services publics, et ne présente pas avec force ses propres vues ou une alternative qui soit favorable au peuple.

Dans le cadre du différend sur la question de savoir si les programmes sociaux doivent être dispensés par des entreprises entièrement publiques, des organisations caritatives sans but lucratif ou bien par des entreprises privées, rarement le sujet est abordé comme étant celui de la garantie des droits de tous et de toutes à la santé, à l'éducation, à un niveau de vie et de culture élevé et à des soins aux aînés du plus haut niveau qui correspond au développement actuel des forces productives. Le différend tourne généralement autour de la question du « coût » pour l'oligarchie impérialiste et qui en profite, et comment maintenir les dépenses pour la classe ouvrière le plus bas possible pour que le prix de sa capacité de travail soit aussi bas que possible, que le profit privé exproprié soit le plus élevé possible, tout en s'assurant que la classe ouvrière et sa capacité de travail restent disponibles au niveau exigé par l'oligarchie financière.

Comment payer pour les programmes sociaux

Pour fonctionner, une économie et une société modernes ont besoin d'un niveau élevé de programmes sociaux. Il est important de discuter de la question de réaliser (payer) la valeur que les travailleurs produisent dans ces programmes et de formuler une alternative prosociale qui soit en faveur du peuple.

La classe ouvrière doit sortir de la discussion antisociale des oligarques au pouvoir. Elle doit trouver les moyens d'imposer sa vision que les investissements dans les programmes sociaux doivent être augmentés et que l'économie socialisée dans son ensemble, qui comprend toutes ses entreprises individuelles, doit payer le plein prix de production de la capacité de travail de l'ensemble de la classe ouvrière en santé et instruite, de sa reproduction et de son existence tout au long de sa vie au plus haut niveau que le permet le développement des forces productives. La classe ouvrière dans son ensemble est toujours disponible pour travailler, alors sa reproduction, son existence et ses droits tout au long de sa vie doivent être garantis.

L'histoire a montré que le droit à la santé, à l'éducation et aux soins aux aînés ne peut être garanti en dehors des entreprises publiques et sans que les entreprises ne paient directement la valeur produite par les programmes sociaux. L'utilisation des entreprises publiques pour résoudre le problème ne peut être dissociée de l'augmentation des investissements dans les programmes sociaux pour les amener à un niveau civilisé et durable pour tous et forcer les autres secteurs de l'économie et des entreprises à payer le plein prix de production de la capacité de travail de la classe ouvrière. Cela augmenterait la valeur globale de la capacité de travail de la classe ouvrière et la quantité qu'elle peut réclamer de la valeur qu'elle produit, la valeur reproduite.

Les mécanismes du plein paiement de la valeur des programmes sociaux qui augmentent la valeur de la capacité de travail de la classe ouvrière à partir de la valeur que les travailleurs produisent dans l'économie peuvent être établis au niveau de chaque entreprise ; ce n'est pas un problème. Le problème est de savoir comment l'organiser et l'appliquer. Quelles nouvelles formes et quels nouveaux mécanismes alternatifs sont nécessaires pour que la classe ouvrière réalise ses droits et décide de ces questions, telles que le niveau de vie des travailleurs en général, et pour faire respecter ces droits ? Forcer l'oligarchie impérialiste à accepter cette nécessité de garantir les droits de tous les travailleurs est à l'ordre du jour et c'est la tâche de la classe ouvrière organisée. Cela nécessite un large front de lutte pour l'augmentation des investissements dans les programmes sociaux et l'amélioration de la qualité de vie de la classe ouvrière et pour garantir les droits de tous et de toutes, notamment les droits des aînés et des enfants. La façon de le faire en pratique et avec de nouvelles formes doit être discutée et concrétisée. Cela peut se faire !

À titre d'information

Voir [Time to End Profit-Making in Seniors' Care \(extraits\)](#) («Il est temps de mettre fin à la recherche du profit dans les soins pour les aînés») des auteurs Andrew Longhurst et Kendra Strauss pour le Centre canadien pour les politiques alternatives.



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca